

10 avril 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé à Mme Christine Arnothy pour le journal "La Suisse", notamment sur le problème des immigrés et les relations franco-suisse, Paris, dimanche 10 avril 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez été élu dans un contexte de crise mondiale particulièrement grave. Vous avez déjà tenu la plupart de vos promesses électorales. Devant l'évolution de la situation économique internationale, comment envisagez-vous de sauvegarder les avantages que les Français viennent d'acquérir ?

- LE PRESIDENT.- Les réformes que nous avons réalisées n'ont pas toutes des incidences financières. Un certain nombre d'entre elles touchent aux structures du pays et de l'entreprise, ce qui est notamment le cas des nationalisations industrielles et bancaires, de la décentralisation, des droits nouveaux des travailleurs. Elles modifient en profondeur la réalité française. Quant aux mesures sociales, elles ont été importantes pour les moins favorisés, personnes âgées, familles, handicapés, bas salaires, logement, etc... mais elles n'ont pas pesé aussi lourd qu'on le dit sur le budget de la France. Nous entendons protéger en effet les acquis sociaux. Il fallait réparer d'anciennes et révoltantes injustices au détriment de gens qui ont, par leur travail, beaucoup donné à leur pays. Certes la gravité de la crise économique mondiale nous contraint à régler le cours de notre action sur un rythme plus lent que nous ne l'aurions voulu. Et nous devons faire face avec détermination aux difficultés que nous vaut une certaine carence et des défaillances accumulées pendant dix ans. Cela ne nous fera pas perdre de vue nos objectifs dont nous nous sommes rapprochés en diminuant notre inflation de façon sensible et en stabilisant l'augmentation du chômage. Restent de grands efforts à faire surtout pour réduire notre déficit du commerce extérieur et rendre notre industrie plus compétitive.

QUESTION.- Permettez-moi de vous poser une question au sujet des travailleurs étrangers. Vous rendez visite à un pays, la Suisse, qui, tout en utilisant une certaine main-d'oeuvre étrangère, a pratiquement fait cesser l'immigration et module même le temps de travail des saisonniers. Il y a quelque temps, une émission assez tendancieuse de la télévision française a cru voir dans ces mesures, d'aspect peu fraternel, l'apparition d'une forme de racisme. Ne trouvez-vous pas normal qu'un pays désirent préserver la qualité de la vie de ses travailleurs nationaux se protège ainsi d'une invasion paisible de travailleurs étrangers ?

- LE PRESIDENT.- Un pays est libre d'ordonner chez lui le flux de l'immigration. C'est le droit souverain de chaque Etat, selon l'idée qu'il se fait de ses obligations et de ses intérêts.

- QUESTION.- Vous avez fait, plus que jamais, de la France une terre d'accueil. On pourrait vous appeler le Président de la dignité humaine. Vous êtes allé au secours des couches populaires les plus pauvres et les plus déshéritées pour leur donner un niveau de vie honorable et, simultanément, vous subissez le poids de l'immigration massive qui existe en France depuis 1956. Depuis cette époque, le capital importait sauvagement des étrangers pour soutenir la croissance avec une main-d'oeuvre au rabais.

- LE PRESIDENT.- En effet, on a longtemps ramassé les travailleurs, en Afrique surtout, pour disposer de leur travail en France, sans s'occuper du reste. Des avions, des camions allaient les chercher sur place. Cela a même fait l'objet d'une véritable surenchère. Et on les utilisait sans

vergoigne ces travailleurs, parfois avant de les renvoyer sans égards. L'un de mes premiers soins à été de donner aux immigrés régulièrement présents en France un statut conforme à leur dignité.\

QUESTION.- On les accuse, ces immigrés, de toutes les difficultés que la France subit actuellement, y compris l'accroissement du chômage et, dans le même temps, on voudrait presque vous en rendre responsable. Quand vous êtes arrivé au pouvoir, c'était un fait accompli et vous avez voulu donner de nouveau de la dignité humaine à ceux qui vivaient clandestinement en France depuis déjà de nombreuses années. La presse de droite, connue pour sa "bienveillance", vous accable de la présence de 4 millions d'immigrés. Un racisme est en-train de naître dû aux frottements existant entre la population d'origine française et ces étrangers. Comment pouvez-vous remédier à cela ?

- LE PRESIDENT.- Il faut distinguer trois catégories d'étrangers. La première est celle des réfugiés politiques à qui nous offrons une terre de refuge, tout en veillant à ce que leur activité politique soit respectueuse des lois françaises.

- La deuxième catégorie, ce sont les immigrés en situation régulière, pourvus d'un contrat de travail et qui ont un statut normal de travailleurs. Après le 10 mai 1981, j'ai fait régulariser la situation des milliers de personnes entrées clandestinement en France et que leurs employeurs exploitaient. Mais ce qui peut être considéré comme une tolérance ne doit pas devenir habituel. Nous devons mettre un terme à l'immigration clandestine.

- QUESTION.- Pourquoi le problème devient-il de plus en plus aigu ? On n'a pas l'impression que cette masse qui, pourtant cotise à la sécurité sociale et contribue ainsi à la vie française, soit en voie de stabilisation.

- LE PRESIDENT.- Ce qui, je le répète, fait le plus de mal aux immigrés actuellement installés en France, c'est le flux incessant de l'immigration clandestine. C'est l'existence de filières qui disposent, hélas, de nombreuses complicités. C'est aussi le comportement de certains employeurs qui emploient des clandestins, car il est clair que l'immigration de clandestins serait sérieusement ralentie s'ils ne trouvaient pas à s'employer. A compter du moment où nous pourrions arrêter l'immigration clandestine, faire comprendre aux gens qui arrivent qu'en tout cas ils seront refoulés, aux employeurs qu'ils seront poursuivis parce que nous sommes au-delà des limites possibles, le problème le plus brûlant sera résolu. Mais existe aussi une autre catégorie d'étrangers £ ce sont les voyageurs de passage qui viennent pour leurs affaires, pour leurs vacances, pour voir leur famille. Un certain nombre d'entre eux profitent pour rester et deviennent des clandestins. Cela nous oblige à prendre des mesures de précaution et de vérifications. Nous devons prendre garde cependant à ne pas tomber dans les vexations administratives.

- QUESTION.- Pourriez-vous me dire pourquoi Ben Bella se trouve en Suisse et pas ici ?

- LE PRESIDENT.- Je vous le disais il y a quelques instants, la France est une terre d'asile et de refuge. Je n'ai aucune réserve contre la présence chez nous des étrangers qui se plient à leurs obligations à l'égard des lois françaises.\

QUESTION.- Vous êtes le premier chef d'Etat français du XXème siècle à rendre visite à la Suisse. Depuis 1910, aucun chef d'Etat français ne s'est rendu dans le pays helvète. Grâce à votre présence, le niveau des contacts entre les deux pays pourra se situer dorénavant au-dessus des querelles de voisins, des problèmes de frontières, suscités par les fraudeurs qui manipulent des capitaux considérables. Que pensez-vous du rôle de la Suisse dans le monde ? Ce pays dont la superficie n'est qu'à peine le dixième de celle de la France a le niveau de vie le plus élevé des pays industrialisés ?

- LE PRESIDENT.- Je suis très heureux de me rendre en Suisse et d'inaugurer une nouvelle ère dans les relations franco - suisses. Cela faisait trop longtemps qu'il n'y avait pas eu la visite d'un chef d'Etat français en Suisse. Je trouve cela très surprenant, même choquant. J'ai tenu à réparer ce manque de contacts officiels tout à fait regrettable. Je connais la Suisse, j'estime beaucoup ce pays, j'y ai de nombreux amis. J'ai pu apprécier la qualité de bon nombre de ses dirigeants et je retrouverai M. Aubert, que j'ai connu à Paris, avec plaisir et la certitude d'utiles

conversations. Notre voisinage géographique et historique doit nous conduire à tenir compte davantage de nos aspirations respectives, à approfondir nos liens et à multiplier nos échanges.\

QUESTION.- Le dernier grand événement qui concerne nos relations est l'acquisition de l'hôtel Poussepin par Pro-Helvetia, un fondation indépendante mais subventionnée par la Confédération. L'hôtel Poussepin qui se trouve dans le Marais pourrait aider les Français à mieux connaître la culture suisse et promouvoir de nouvelles relations en resserrant les artistiques et intellectuels. Les deux pays ont certainement une vocation d'amitié et de création commune. Vous qui êtes écrivain et humaniste, ami des écrivains et des savants, de quelle manière envisagez-vous d'aider cette -entreprise ?

- LE PRESIDENT.- Nous sommes de notre côté très certainement disposé à développer les relations culturelles entre nos deux pays. Je souhaite y contribuer et, notamment, par le canal de la fondation en question. Je suis, de longue date, un admirateur de nombreux écrivains suisses. Faut-il parler, pour ma génération, de Ramuz, de Rougemont, de Pourtalès ? J'ai été honoré de recevoir, l'an dernier, Max Fritsch à l'Élysée, de le revoir récemment lors du colloque de la Sorbonne. La Suisse a beaucoup à nous dire.

- QUESTION.- Quand je vous ai interviewé avant les élections présidentielles pour ce même journal, vous m'avez parlé de Zorn qui a écrit ce fameux livre "Mars". Vous étiez un des rares Français, à l'époque, à connaître ce roman.

- LE PRESIDENT.- "Mars" . Tout est fort dans ce livre et, tout est symbole dans ce corps à corps avec la maladie et cette distance qui s'établit avec le monde alentour. Cette médiation sur soi placée dans un contexte familial, social et physique oppressant est très remarquable. La Suisse, ce pays réaliste, digne et travailleur, produit décidément des écrivains puissants et tourmentés.\

QUESTION.- Oui, c'est un peuple digne et travailleur. La durée du travail en Suisse est en moyenne de 44 heures par semaine. Les gens prennent trois semaines de vacances et, à la rigueur, une quatrième. En 1980, le peuple a refusé, lors d'une votation `vote`, d'adopter le projet de la semaine de 40 heures de travail. Que pensez-vous de l'austérité des Suisses qui rejettent une faveur parce qu'ils ne veulent pas vivre mieux en gagnant moins d'argent ?

- LE PRESIDENT.- Nos points de vue sont différents parce que nos situations le sont. Moi, je ne me mets pas à la place de la Confédération, qui agit selon ses propres décisions. Je ne peux parler que du point de vue français, par-rapport aux conditions de vie et de travail en France. Le gouvernement français a agi dans le sens de la réduction du temps de travail, les 39 heures, la retraite à 60 ans, la 5ème semaine de congé, et d'une utilisation nouvelle du temps libre. La science, la technique, les progrès de l'automatisation le permettent à condition qu'elles suscitent une meilleure productivité. Plus la technicité sera développée et utilisée à bon escient, mieux nous pourrions gérer "le temps choisi", sans que pour autant la production nationale en soit réduite.

- QUESTION.- Que pensez-vous de l'égalité qui règne en Suisse ? Les différences sociales sont atténuées à l'extrême, sinon inexistantes. Parmi les conseillers fédéraux, se trouve actuellement un ancien métallurgiste et chef syndical, M. Ritschard, et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. En Suisse, la démocratie, la vie démocratique est exceptionnelle. Tout ce que vous pourriez imaginer faire en France - si le tempérament du peuple français correspondait un peu au tempérament de ses voisins - tous cela est pratiquement fait en Suisse.

- LE PRESIDENT.- J'apprécie comme beaucoup la qualité de cette démocratie. Le peuple suisse a des qualités morales reconnues et un grand sens du civisme. Il y a d'utiles leçons à prendre chez elle. Mais ce qui se passe en France, permettez la litote, n'est pas non plus sans intérêt.\

QUESTION.- Nous parlions des écrivains, il y a quelques instants. Vous-même, comment supportez-vous l'absence d'écriture, vous qui viviez lié à votre plume ? Comment supportez-vous de ne plus avoir de temps pour la feuille blanche, ni d'heure paisible ?

- LE PRESIDENT.- Il m'arrive encore de jeter des notes sur le papier, hâtivement. J'ai beaucoup écrit jusqu'à mon élection. J'avais un besoin impérieux de communiquer avec les autres par la parole et l'écriture. Et il le fallait pour agir !

- QUESTION.- Vous n'avez pas cessé de publier. Vos livres étaient de grands succès qui se vendaient très bien. Il y en avait au moins trois qui étaient des best-sellers et donc marchaient

venaient très bien. Il y en avait au moins trois qui étaient des best-sellers et dont marchaient très fort.

- LE PRESIDENT.- Oui, j'ai vécu pratiquement pendant une douzaine d'années de ma plume et c'était une façon de vivre très conforme à mes conceptions & je n'utilisais personne d'autre que moi-même. Je travaillais seul. Cela m'a permis une difficile, une séduisante indépendance. La charge du pays m'empêche de maintenir le rythme de ma vie, naguère orientée vers l'expression écrite. Aujourd'hui les notes que je prends restent informes. Peut-être un jour les utiliserai-je ! Je n'en sais rien. Cela dit je rédige de nombreux textes à l'intention du gouvernement, pour la conduite des affaires du pays, à l'extérieur et à l'intérieur et je m'adresse à l'opinion. Cela m'occupe assez, croyez-le !\

QUESTION.- Avant de terminer cette entrevue que vous avez bien voulu m'accorder, une question plus terre à terre qui intéresse la Suisse. La Suisse est le troisième client mondial en importance de la France. Elle a dépensé la somme de 6 milliards et 422 millions de francs suisses en 1982 pour acheter des marchandises françaises. On n'imagine guère que vous souhaitiez prendre des mesures protectionnistes à l'égard de la Suisse.

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas l'intention de prendre des mesures protectionnistes à l'égard de quiconque, comme le font beaucoup de pays qui pratiquent un protectionnisme non avoué, non déclaré, mais catégorique. Les Etats-Unis, par exemple, qui exigent que leurs marchandises circulent sur des bateaux américains, qui vendent leur blé à coup de subventions à leurs agriculteurs. C'est vrai également en de nombreux domaines de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de quelques autres. La France sera de plus en plus vigilante à l'égard de ces pratiques, mais pour s'en défendre, ce qui me paraît normal. Il y a un grand besoin de mettre sur la table au plus tôt, donc à découvert, l'ensemble des dispositifs qui ont cours, actuellement, entre pays qui se réclament pourtant hautement - et très hypocritement - du libéralisme.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment peut-on être socialiste et libéral à la fois ?

- LE PRESIDENT.- Socialiste ? Je ne suis pas né socialiste mais libéral, dans le vrai sens du terme. Je suis devenu socialiste parce que j'ai compris que le socialisme non dévoyé par l'esprit totalitaire constituait le degré supérieur de la liberté, liberté qui ne pouvait être cantonnée dans le domaine des grands principes, mais exprimée dans la réalité économique et sociale d'une société donnée. Je suis devenu socialiste afin de mieux lutter pour la liberté.

- QUESTION.- Le mitterrandisme est-il une nouvelle définition d'une pensée politique qui vous appartient et d'une application des théories qui vous seraient propres ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de mitterrandisme. Le temps qui m'est donné pour être Président, ce temps, je l'utiliserai pour développer une réalité culturelle, matérielle, humaine et spirituelle à laquelle je crois et je souhaite que cette oeuvre garde sa signification à travers l'histoire.

- QUESTION.- C'est sous votre présidence que la peine de mort a été abolie. Avec cette nouvelle loi, vous avez fait réellement entrer la France dans le rang des peuples "civilisés", sinon humanistes. En dehors de cette loi, quelle serait celle à laquelle vous attacheriez la plus grande importance, celle qui serait la plus chère à votre coeur ?

- LE PRESIDENT.- Question difficile, il y a tant de choses à faire et tant de problèmes à régler, et tant d'injustices à réparer. Mais je crois que je tiens infiniment aux lois qui améliorent la vie des travailleurs.

- QUESTION.- Quel est le message de François Mitterrand, écrivain et Président, aux Suisses qui ont donné au monde, entre autres, Jean-Jacques Rousseau, Ramuz, Honegger, Le Corbusier, Einstein, Jean Piaget, Max Frisch, Jung, Durrenmatt et quatorze prix Nobel ?

- LE PRESIDENT.- Que j'ai beaucoup de respect, que je porte beaucoup d'intérêt à cette capacité créatrice, beaucoup de gratitude pour cet apport à l'humanité. La Suisse, pays souvent caricaturé, dispose de grandes facultés d'expression. Littérature, philosophie, musique, science. N'oublions pas le cinéma. Et comment ne pas être sensible à tant d'esprits originaux qui choquent le traditionnalisme mais qui font lever le grain aujourd'hui comme hier ?

- QUESTION.- Qu'est-ce qui vous touche le plus au monde ? Un paysage, une musique, un texte ou un regard ?

- LE PRESIDENT.- Je prends tout à la fois. Le regard, le texte, la musique et le paysage...

Ecouter de grandes musiques, lire un beau texte, tenter d'en écrire un autre en contemplant un beau paysage. Et rencontrer un regard. Je suis preneur du tout...\